

PROVINCES

provinces.union@sonapresse.com

Tchibanga/Éducation : cure de jouvence des écoles communales F et H

Prissilia M. MOUITY
Libreville/Gabon

À quelques jours de la rentrée scolaire fixée au 27 septembre prochain, les membres de l'Association "Fraternité Bane Bâ Masabu Ma Nyangue" et anciens élèves des écoles communales H d'Ingara et F de Mavoundi, dans le 2e arrondissement de la commune de Tchibanga, ont redonné fière allure à ces deux établissements publics primaires. Par leur initiative, les anciens apprenants de ces établissements scolaires offrent à leurs jeunes frères et sœurs élèves dans ces deux établissements scolaires, des lieux d'apprentissage sains et agréables à quelques jours de la rentrée

scolaire 2021-2022. Pour le président de l'Association "Fraternité Bane Ba Massabu Ma Nyangue", Achille Mouanda Moussotsi, "les anciens élèves des écoles communales F et H témoignent à travers cette action leur reconnaissance à ces établissements où ils ont effectué leurs premiers pas dans leur scolarité", a-t-il indiqué. L'initiative a été saluée par les directeurs des deux d'écoles et les associations des parents d'élèves (APE). De même que par les chefs des quartiers Mavoundi et Ingara où sont respectivement implantées les deux écoles. "C'est une œuvre louable que viennent de réaliser les anciens apprenants des écoles F et H de Tchibanga. Ces établissements étaient dans un état de dégradation. On n'espé-



Rénovée, l'école F affiche fière allure.

rait pas mieux en cette période de rentrée scolaire", s'est réjoui un représentant des APE. Les écoles publiques commu-

nales F et H ont été construites en 1993 par l'État gabonais pour décongestionner les écoles communales A et B, ap-

pelées (groupe 1 et groupe 2) par le passé, avant que la ville de Tchibanga ne soit divisée en deux arrondissements en 1996.

Nkok : mise en place du premier bureau de la mutuelle du Cimfep



Le directeur du Cimfep, Jean-Fidèle Koumba (veste), et les membres de la mutuelle.

Prosper Sax NZE-BEKALE
Ntoum/Gabon

LE Centre international multisectoriel de formation et d'enseignement professionnel (Cimfep) de Nkok, a procédé, dernièrement, à l'installation de son premier bureau de la mutuelle. La cérémonie, qui a eu lieu à l'amphithéâtre du Cimfep, a débuté par une séance de sensibili-

sation des élèves par le directeur de cet établissement professionnel, Jean-Fidèle Koumba. Ensuite, l'assistance a eu droit à une projection de documentaires sur des activités socio-éducatives, culturelles et sportives du Centre depuis sa rentrée académique il y a cinq mois. "J'attends des responsables de la mutuelle qu'ils continuent à fédérer avec leurs condisciples autour des projets réalisables. Ils doivent organiser

une vraie vie estudiantine qui profite au développement de leur fonction", a déclaré le directeur du Cimfep. Lequel a fait, par la suite, un bilan à mi-parcours du Cimfep. " Cela fait 5 mois que nous avons accueilli, par voie de concours, des jeunes en provenance des 9 provinces de notre pays dans les 4 filières que nous avons : ingénierie électrique, ingénierie mécanique, ingénierie du soudage et maintenance automobile. Compte tenu du contexte sanitaire, ces étudiants sont internés et bénéficient d'un encadrement de formateur. La formation, de 18 mois, sera donc découpée en plusieurs périodes. Nous venons de réaliser la première phase. Au bout de la troisième, les étudiants sont admis en stage", a-t-il conclu. Auparavant, le secrétaire général de la mutuelle du Cimfep, Junior Robers Ndjoka, a rappelé la vision de leur entité fondée sur le vivre-ensemble. "Nous entendons être unis et performants dans nos études, et au sein des entreprises qui sont appelées à nous embaucher", a-t-il dit.

Port-Gentil : à quand un complexe administratif?



Le gouvernorat abrite plusieurs services publics.

Jean-Paulin ALLOGO
Port-Gentil/Gabon

LE bâtiment abritant le siège du gouvernorat de la province de l'Ogooué-Maritime à Port-Gentil, accueille le gros des administrations publiques de la localité. Face à cette situation, nombre de Portgentillais se demandent s'il n'est pas temps pour les pouvoirs publics de construire tout simplement un complexe administratif dans la capitale économique, pour désengorger le gouvernorat. Un tel projet aurait l'avantage de regrouper toutes les administrations publiques présentes

en un seul et même lieu. Ce qui reviendrait à simplifier les démarches des usagers. Et redonnerait une certaine autonomie d'occupation des bureaux aux différents services du gouvernorat. Si tant est que, actuellement, le bâtiment abritant les services du gouvernorat prête son cadre à plusieurs administrations publiques. Le cas de la direction provinciale des Ressources humaines, de l'Agence gabonaise de sécurité alimentaire (Agasa), de la direction provinciale de la Fonction publique, de la direction de l'Environnement, etc. Il en est de même du siège de la préfecture qui abrite aussi en son sein les directions provinciales des Transports terrestres, du Travail, de l'Agriculture, du Commerce... Autant dire que la construction d'un complexe administratif serait la bienvenue pour résoudre le problème d'autres services publics, comme celui de la Culture et des Arts, chargé de l'Éducation populaire, qui n'a toujours pas de locaux d'accueil.